

2023

OUTIL DE RECHERCHE
DE **DONATEURS** À CAPACITÉ
D'INTERVENTION
RAPIDE



Liste de mécanismes aux fins d'intervention rapide soigneusement sélectionnés qui fournissent un soutien en temps réel aux militants, aux organisations de la société civile et aux petits groupes informels de la société civile en réaction aux attaques, aux urgences, aux crises ou aux possibilités en matière de plaidoyer, et qui visent à prévenir et à atténuer les menaces.



CONTENTS

À PROPOS DE CE RÉPERTOIRE	3	DefendDefenders	17	Rapid Response Fund (RRF)	35
UTILISATION DU RÉPERTOIRE	4	Fondo de Acción Urgente – América Latina y el Caribe	19	Rapid Response Grant (RRG)	37
GLOSSAIRE DES TERMES CLÉS	5	Fonds de réponse en cas de crise	21	Reporters Respond	39
Liste des priorités thématiques soutenues par les donateurs répertoriés	7	Fonds d’urgence pour les défenseur·se·s des droits humains	23	Reporters sans frontières	41
Liste des groupes cibles soutenus par les donateurs répertoriés	8	Fonds d’urgence Tournons La Page	24	RISC (Renforcer les initiatives pour secourir les défenseur·se·s des droits humains au Congo)	42
AfricanDefenders (Pan–African Human Rights Defenders Network)	9	Lyon – Ville refuge des défenseur.se.s des droits humains	26	Rory Peck Assistance Funds	44
Aide d’urgence pour les défenseurs des droits humains en danger	11	Media Freedom Rapid Response	27	Subventions pour une protection d’urgence	45
Claim Your Space (CYS)	13	Programme d’aide d’urgence (EAP)	29	Urgent Action Fund – Africa	47
Comité pour la protection des journalistes (CPI)	15	Programme de subventions d’urgence	31	AUTRES RÉPERTOIRES DE DONATEURS	
Danish Emergency Relief Fund (DERF)	16	Programme de subventions pour une protection d’urgence	33	À CAPACITÉ D’INTERVENTION RAPIDE OU DE POSSIBILITÉS D’AIDE RAPIDE	49



À PROPOS DE CE RÉPERTOIRE

Bienvenue !

CIVICUS et le réseau Building Responses Together sont heureux de présenter ce répertoire de bailleurs de fonds et d'autres organisations d'aide qui fournissent rapidement des ressources (financières et non financières) aux militants, aux organisations de la société civile, aux mouvements et aux petits groupes informels de la société civile du monde entier qui doivent faire face à un danger imminent et à des situations imprévues, à des crises et à des opportunités liées à leur organisation, à leur plaidoyer et à leur engagement.

Le présent répertoire complète nos efforts visant à réduire les obstacles que ces acteurs de la société civile doivent surmonter lorsqu'ils essaient d'accéder à des informations pratiques sur les donateurs et les possibilités de soutien pertinents.

En 2021, nous avons publié notre première édition de [l'Outil de recherche de donateurs](#), un autre répertoire qui recense les donateurs progressistes qui fournissent des ressources à la société civile, généralement pour des activités et des projets à moyen et long terme.

Toutes les informations contenues dans le présent répertoire ont été fournies et validées par les organisations répertoriées, puis vérifiées par notre équipe afin de s'assurer autant que possible qu'elles sont exactes et à jour.

Nous tenons à remercier les équipes des mécanismes d'octroi rapide de subventions qui ont consacré du temps à ce processus, notamment les membres du réseau Building Responses Together, pour leur aide précieuse.

Le présent répertoire est un document dynamique, qui évoluera constamment et sera régulièrement révisé et mis à jour. Il est disponible en anglais, en français et en espagnol. Veuillez consulter notre site web pour les versions actualisées.

Si vous **n'êtes pas dans une démarche de recherche rapide de ressources**, mais que vous avez plutôt besoin de soutien pour des activités régulières et des projets d'engagement citoyen, nous vous invitons à consulter le répertoire [Outil de recherche de donateurs](#).

Remerciements

Recherche : Clara Bosco, Brian Nyamache

Équipe consultative : membres du réseau Building Responses Together
(un grand merci notamment à Jerusha Burnham, Tomas Chang Pico,
Edmond Mugisha et Anna Rørbæk)

Édition : Yessenia Soto Blandino

Traduction et relecture : Samia Diri

Conception et mise en page : Rizelle Stander Hartmeier

Avec le soutien de :



AVERTISSEMENT : Les informations contenues dans le présent répertoire sont exactes au moment de leur rédaction et de leur publication. Certaines de ces informations peuvent être obsolètes au moment où vous les lisez. Nous vous recommandons donc de consulter le site web du donateur ou de contacter le responsable pour vérifier l'exactitude des données fournies sur les mécanismes disponibles et autres possibilités.

Ce répertoire n'est pas exhaustif : il n'inclut pas tous les bailleurs de fonds à capacité d'intervention rapide. Ainsi, si vous souhaitez proposer d'autres initiatives qui pourraient être ajoutées à ce répertoire, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse suivante : csresourcing@civicus.org

UTILISATION DU RÉPERTOIRE

1 Ce répertoire est classé par ordre alphabétique selon le nom du donateur ou du mécanisme de soutien. Pour déterminer si un profil de donateur correspond à vos besoins et à votre situation, vous devez examiner attentivement son profil : lisez la description de ses activités, vérifiez quels pays ou régions il soutient et prêtez particulièrement attention au type de soutien fourni (qu'il soit financier ou non), aux groupes cibles et aux catégories thématiques (ou domaines de travail) qu'il soutient, à la procédure à suivre pour soumettre les demandes de financement et de soutien et au temps de réponse moyen.

2 Passez en revue les différents profils et, si vous **repérez un mécanisme qui offre le type de ressources et de soutien dont vous avez besoin**, contactez les responsables aux coordonnées indiquées et consultez le site web pour examiner plus en détail la procédure à suivre pour présenter une demande de soutien.

3 La dernière section du présent document contient **d'autres répertoires de donateurs à capacité d'intervention rapide**. Nous vous invitons à cliquer sur les liens fournis afin de rechercher d'autres possibilités de soutien.

4 Pensez à partager ce répertoire avec d'autres personnes qui pourraient en avoir besoin.

5 Si vous connaissez d'autres possibilités d'aide rapide que nous pourrions mentionner dans les prochaines éditions ou si vous avez des suggestions pour améliorer ce répertoire, veuillez nous envoyer un e-mail à l'adresse suivante : csresourcing@civicus.org.

GLOSSAIRE DES TERMES CLÉS

REMARQUE : les définitions proposées ci-dessous ne sont pas générales. Elles sont fournies dans le contexte d'une mise à disposition rapide de ressources pour l'engagement de la société civile et visent à faciliter la compréhension des termes clés utilisés dans l'ensemble du présent document.

Temps de réponse moyen : délai estimé entre la demande de soutien et l'octroi d'un tel soutien par l'organisme de coordination ou, au minimum, la réception d'une réponse définitive sur la possibilité de fournir le soutien demandé.

Récompenses : prix ou marque de reconnaissance décerné en l'honneur d'un accomplissement à des organisations et à des individus qui remplissent certains critères ou se distinguent par leur travail.

Consortium : groupement d'organisations qui participent ensemble à la planification et à la réalisation d'un objectif donné. Dans le présent répertoire, le terme « consortium » fait référence à un groupe d'organisations qui mettent en place et gèrent une initiative aux fins d'intervention rapide au moyen de mécanismes ou de fonds communs ou complémentaires.

Organe de coordination : organisation responsable de la gestion du mécanisme ou du fonds aux fins d'intervention rapide.

Financement de base ou financement flexible : le « financement de base » consiste en un soutien financier qui permet aux organisations de couvrir leurs frais organisationnels et administratifs de base, qui ne sont pas liés à la mise en œuvre de projets spécifiques. Cela comprend, par exemple, le loyer, les formations, le renforcement institutionnel et les salaires des personnes ne faisant pas partie du personnel. Le « financement flexible » fait souvent référence aux éléments susmentionnés, mais aussi aux fonds qui peuvent être alloués avec flexibilité aux activités d'un projet, à condition qu'ils soient utilisés pour une mission et un résultat convenus.

Coûts éligibles : toutes les dépenses éligibles à un soutien financier au titre d'un mécanisme de soutien ou d'un fonds spécifique.

Bourses : possibilités de financement à court terme, généralement accordées pour des études, de la recherche ou le développement professionnel. Dans le contexte de ce répertoire, les bourses sont généralement offertes à ceux qui s'engagent pour la justice sociale, les droits humains et l'action citoyenne.

Soutien financier : financement en vue de permettre à un individu, à un groupe ou à une organisation de faire leur travail.

Région(s) concernée(s) : région, sous-région ou pays éligibles à un soutien au titre de chacun des mécanismes présentés. Certains mécanismes indiquent qu'ils offrent un soutien au niveau mondial, auquel cas nous vous recommandons de vérifier sur le site web du mécanisme concerné si votre pays est éligible au soutien.

Réseaux ou mouvements informels : formes d'action collective (sociale, politique ou autre) qui, par rapport aux réseaux et aux mouvements organisés de manière formelle, se caractérisent par un degré de coordination moindre et sont plus spontanées et temporaires.

Candidatures sur invitation uniquement (ou « uniquement sur invitation ») : propositions de financement/d'aide acceptées uniquement si elles proviennent d'individus, d'organisations ou de groupes qui ont été invités à soumettre une demande par le donateur, directement ou par l'intermédiaire de leurs partenaires consultatifs. Dans ces cas, les fonds ne sont pas proposés dans le cadre d'appels d'offres ouverts et les propositions non sollicitées ne sont pas acceptées.

Soutien non rapide : soutien financier ou non financier qui n'est pas accordé rapidement ou aussi rapidement que nécessaire dans des situations d'urgence ou de détresse.

Appels ouverts : appels à propositions de financement, de ressources ou à d'autres fins, ouverts à tous les groupes éligibles potentiellement intéressés. Certains donateurs et mécanismes de soutien lancent des « appels ouverts » afin de repérer et de sélectionner de nouveaux groupes auxquels ils souhaitent fournir des ressources et un soutien. Ces appels sont généralement publiés en ligne et contiennent des critères d'éligibilité, des instructions quant à la mise en forme et des délais de soumission spécifiques.

Financement de projets/programmes : soutien financier accordé pour la mise en œuvre d'un ensemble spécifique d'activités, de projets ou de programmes au cours d'une période donnée. Le financement de projets/programmes peut être soumis à plus de contraintes que le « financement flexible ».

Financement aux fins d'intervention rapide : soutien financier accordé dans un bref délai et destiné à aider les militants à réagir rapidement aux attaques, aux urgences, aux crises ou aux possibilités de plaider, et à prévenir ou atténuer les menaces.

Organisation enregistrée : organisation dûment enregistrée, conformément à la législation applicable de la juridiction dans laquelle elle est établie.

Financement d'amorçage : soutien financier offert aux organisations durant leur phase de démarrage, ou aux individus, organisations ou groupes qui mettent au point par ex. un nouveau programme, un projet de recherche ou une solution.

« **Sur recommandation** » : cela signifie que, pour être éligible à un financement ou à l'aide d'un donateur, le candidat intéressé doit être recommandé et « validé » par des organismes ou des conseillers en qui le donateur a confiance.

Institutions internationales : dans le présent document, on entend par là les institutions multilatérales, internationales ou mondiales telles que la Banque mondiale, les Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Organisation non enregistrée : organisation qui n'est pas enregistrée conformément à la législation applicable de la juridiction dans laquelle elle est établie.

Candidatures continues : cela signifie que les organes de coordination acceptent et examinent les demandes de financement au fur et à mesure qu'elles sont reçues, sans imposer d'« appels » spécifiques limités dans le temps ou de délais fixes.

LISTE DES PRIORITÉS THÉMATIQUES SOUTENUES PAR LES DONATEURS RÉPERTORIÉS



ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

- Artivisme ou art militant
- Plaidoyer et lobbying
- Organisation de campagnes
- Renforcement de la société civile
- Participation civique
- Organisation d'entités à la base/de communautés
- Développement du leadership
- Création de mouvements
- Manifestations
- Sécurité et protection
- Procès stratégiques contre la participation du public (SLAPP), ou « procès-bâillons »
- Contentieux stratégique
- Engagement volontaire
- Militantisme pour la jeunesse



SERVICES ESSENTIELS

- Soins aux enfants et aux personnes âgées
- Éducation
- Sécurité alimentaire
- Santé
- Eau et assainissement



DROITS CIVILS ET POLITIQUES

- Accès à l'information
- Participation citoyenne
- Droits numériques et sécurité
- Élections et droit de vote
- Liberté d'association
- Liberté d'expression
- Liberté de réunion pacifique ou droit de manifester
- Liberté des médias



DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE ET DURABLE

- Changement climatique
- Développement des communautés
- Justice économique
- Justice en matière d'environnement
- Migration ou déplacements forcés
- Pauvreté
- Développement rural ou agriculture
- Entrepreneuriat social



DROITS CULTURELS, SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES

- Droits de l'enfant
- Droits en matière d'environnement
- Violence fondée sur le genre
- Droits humains
- Droits des peuples autochtones
- Droits des travailleurs
- Droits à la terre
- Droits de la communauté LGBTQI+
- Droits des personnes en situation de handicap
- Droits en matière de sexualité et de procréation
- Droits des femmes



PAIX, JUSTICE ET RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS

- Violence des sociétés privées
- Pratiques démocratiques
- Dialogue et consolidation de la paix
- Bonne gouvernance
- Institutions judiciaires
- Institutions législatives
- Violence d'État
- Transparence et reddition de comptes



LISTE DES GROUPES CIBLES SOUTENUS PAR LES DONATEURS RÉPERTORIÉS

- | | | | | | |
|---|---|---|---|--|--|
|  | Militants ou groupes de défense des droits en matière de sexualité et de procréation |  | Groupes ethniques, religieux ou autres minorités |  | Travailleurs du sexe |
|  | Artistes et artistes |  | Groupes à la base travaillant dans des zones rurales et/ou urbaines |  | Syndicats |
|  | Militants pour la lutte contre le changement climatique |  | Groupes de défense des droits de l'enfant |  | Victimes/survivants de violations des droits humains ou de sévices et leurs familles |
|  | Dirigeants et organisateurs au niveau des communautés |  | Défenseurs des droits humains |  | Écrivains et blogueurs |
|  | Défenseurs des droits des peuples autochtones |  | Défenseurs des droits à la terre |  | Femmes défenseuses des droits humains |
|  | Défenseurs des droits des migrants et/ou des réfugiés |  | Journalistes, défenseurs de la liberté des médias et autres professionnels des médias |  | Groupes dirigés par des jeunes et militants pour la jeunesse |
|  | Groupes de défense des droits des personnes en situation de handicap, militants/personnes/défenseurs en situation de handicap |  | Militants pour la cause LGBTQI+ | | |
|  | Défenseurs des droits humains dans le domaine de l'environnement |  | Militants persécutés, traduits en justice et emprisonnés | | |
| | |  | Groupes religieux et confessionnels | | |

AFRICANDEFENDERS (PAN-AFRICAN HUMAN RIGHTS DEFENDERS NETWORK)

ORGANE DE COORDINATION : AFRICANDEFENDERS (PAN-AFRICAN HUMAN RIGHTS DEFENDERS NETWORK)

PRÉSENTATION : AfricanDefenders est un réseau regroupant cinq réseaux sous-régionaux africains qui œuvrent à la promotion et à la protection des défenseurs des droits humains sur l'ensemble du continent africain. Il est accueilli par DefendDefenders et dirige le programme de réinstallation « Ubuntu Hub City Initiatives », basé en Afrique. L'objectif d'AfricanDefenders est d'échanger les meilleures pratiques, de croiser les expertises en matière de protection, de mettre en place un système rigoureux de présentation des rapports, de suivre les tendances continentales et de traiter les questions de protection transrégionales, les réinstallations d'urgence et le manque de ressources. Le réseau coordonne des activités dans les domaines de la protection, du renforcement des capacités des réseaux sous-régionaux et des défenseurs des droits humains, et des activités de plaidoyer aux niveaux continental et international.

RÉGION(S) CONCERNÉE(S) :

Afrique



GROUPES CIBLES :

- Militants ou groupes de défense des droits en matière de sexualité et de procréation
- Artistes et artistes
- Militants pour la lutte contre le changement climatique
- Défenseurs des droits des peuples autochtones
- Défenseurs des droits des migrants et/ou des réfugiés
- Groupes de défense des personnes en situation de handicap, militants/personnes/défenseurs en situation de handicap
- Défenseurs des droits humains dans le domaine de l'environnement
- Groupes de défense des droits de l'enfant
- Défenseurs des droits humains
- Journalistes, défenseurs de la liberté des médias et

autres professionnels des médias

- Défenseurs des droits à la terre
- Militants pour la cause LGBTQI+
- Militants persécutés, traduits en justice et emprisonnés
- Syndicats
- Femmes défenseuses des droits humains
- Écrivains et blogueurs
- Groupes dirigés par des jeunes et militants pour la jeunesse

Remarque : les travailleurs du sexe et groupes religieux, ethniques et confessionnels sont éligibles à un soutien s'ils défendent les droits de ces groupes.

SOUTIEN FINANCIER PROPOSÉ :

- Frais afférents à la procédure d'appel
- Fonds de caution
- Traitement médical d'urgence
- Soutien à la famille
- Honoraires d'avocat et frais de justice
- Contentieux
- Développement personnel (formations courtes et cours de langue)
- Traitement psychosocial
- Recrutement d'experts
- Recrutement d'experts pertinents
- Réinstallation >> p.10

PRIORITÉS THÉMATIQUES :

- Plaidoyer et lobbying
- Renforcement de la société civile
- Droits numériques et sécurité
- Liberté d'association
- Liberté de réunion pacifique ou droit de manifester
- Sécurité et protection
- Contentieux stratégique
- Militantisme pour la jeunesse

Remarque : AfricanDefenders soutient tous les défenseurs des droits humains, quel que soit leur domaine de spécialisation, tant qu'ils agissent de manière pacifique.

**>> AfricanDefenders (Pan–African Human Rights Defenders Network) (suite du profil)****Soutien financier proposé (suite du profil)**

- Rapatriement
- Repos et récupération
- Hébergement sûr
- Équipement sûr
- Transport/évacuation en toute sécurité
- Sécurisation des locaux
- Ligne d'assistance pour la sécurité disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7
- Observation des procès
- Soutien pour le bien-être

 SOUTIEN NON FINANCIER PROPOSÉ :

- Activités de plaidoyer auprès des institutions internationales (par ex. les Nations Unies)
- Logiciels et matériel informatique donnés ou à prix réduit
- Procédures d'appels en urgence

- Établissement des faits
- Possibilités de mise en relation et d'apprentissage
- Mentorat ou stages
- Plaidoyer/campagnes/lobbying au niveau national
- Évaluation des besoins
- Experts bénévoles ou assistance technique
- Soutien psychosocial
- Évaluation des risques
- Soutien à l'intégration sociale après la réinstallation
- Formations sur mesure
- Formations
- Suivi, établissement de rapports et plaidoyer d'urgence

 AUTRE SOUTIEN NON RAPIDE PROPOSÉ :

- Récompenses

 DESTINATAIRES :

- Particuliers
- Réseaux ou mouvements informels
- Organisations enregistrées
- Organisations/groupes non enregistrés

 DÉPÔT DE CANDIDATURES :

- Accepte les candidatures de manière continue
- Candidatures directes par e-mail, sur les réseaux sociaux et via la ligne téléphonique d'urgence
- Sur recommandation

 TEMPS DE RÉPONSE MOYEN :

48 heures pour le soutien pour une protection d'urgence

COORDONNÉES :

+256/390-202133



Ligne d'assistance 24h/24 et 7j/7 pour le soutien pour une protection d'urgence : +256/783-027611

www.africandefenders.orginfo@africandefenders.org

AIDE D'URGENCE POUR LES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS EN DANGER

ORGANE DE COORDINATION : ORGANISATION MONDIALE CONTRE LA TORTURE (OMCT)

PRÉSENTATION : Dans le cadre de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits humains et de ProtectDefenders.eu, le mécanisme de l'Union européenne pour les défenseurs des droits humains, l'OMCT offre une aide matérielle d'urgence aux défenseurs des droits humains en danger qui travaillent dans les conditions les plus difficiles dans n'importe quelle région du monde. Cette aide peut prendre différentes formes, entre autres un soutien juridique, un soutien psychosocial et une aide à la réadaptation, une réinstallation temporaire, l'octroi de services en matière de sécurité physique et numérique et un soutien social. Notre objectif est de faire en sorte que les défenseurs des droits humains soient en mesure de faire face aux menaces immédiates pesant sur leur intégrité physique ou psychologique en raison de leur travail dans le domaine des droits humains.

RÉGION(S) CONCERNÉE(S) :

Monde entier



Remarque : les priorités thématiques susmentionnées reflètent, au mieux, les axes du programme. Toutefois, dans les faits, notre objectif est de mieux protéger les défenseurs des droits humains qui travaillent dans tous les domaines thématiques mentionnés dans le présent répertoire.

GROUPES CIBLES :

- Militants ou groupes de défense des droits en matière de sexualité et de procréation
- Artistes et artistes
- Militants pour la lutte contre le changement climatique
- Défenseurs des droits des peuples autochtones
- Défenseurs des droits des migrants et/ou des réfugiés

- Groupes de défense des personnes en situation de handicap, militants/personnes/défenseurs en situation de handicap
- Défenseurs des droits humains dans le domaine de l'environnement
- Groupes de défense des droits de l'enfant
- Défenseurs des droits humains
- Journalistes, défenseurs de la liberté des médias et autres professionnels des médias
- Défenseurs des droits à la terre
- Militants pour la cause LGBTQI+
- Militants persécutés, traduits en justice et emprisonnés
- Femmes défenseuses des droits humains
- Écrivains et blogueurs
- Groupes dirigés par des jeunes et militants pour la jeunesse

Remarque : tous les groupes susmentionnés sont éligibles s'ils sont exposés à des menaces directement liées à leur travail en faveur des droits humains.

SOUTIEN FINANCIER PROPOSÉ :

- Frais afférents à la procédure d'appel
- Traitement médical d'urgence
- Honoraires d'avocat et frais de justice >> p.12

PRIORITÉS THÉMATIQUES :

- Plaidoyer et lobbying
- Renforcement de la société civile
- Création de mouvements
- Sécurité et protection
- Liberté d'association
- Liberté d'expression
- Liberté des médias
- Droits en matière d'environnement
- Droits humains
- Droits des peuples autochtones
- Droits des femmes

**>> Aide d'urgence pour les défenseurs des droits humains en danger (suite du profil)**

- Prise en charge des honoraires d'avocat pour la représentation en matière pénale
- Traitement psychosocial
- Réinstallation
- Équipement sûr
- Transport/évacuation en toute sécurité
- Sécurisation des locaux
- Services d'abonnement (par ex. protection contre les logiciels malveillants et VPN)
- Soutien aux membres de la famille (par ex. réinstallation temporaire ou soutien psychosocial)
- Soutien pour le bien-être

 SOUTIEN NON FINANCIER PROPOSÉ :

- Activités de plaidoyer auprès d'institutions internationales (par ex. les Nations Unies)
- Procédures d'appels en urgence

- Établissement des faits
- Assistance juridique (par ex. recherches juridiques, avis d'experts et mémoires en qualité d'amicus curiae)
- Possibilités de mise en relation et d'apprentissage
- Plaidoyer/campagnes/lobbying au niveau national
- Évaluation des besoins
- Formations sur mesure
- Suivi, établissement de rapports et plaidoyer d'urgence

 AUTRE SOUTIEN NON RAPIDE PROPOSÉ :

- Financement d'amorçage

 DESTINATAIRES :

- Alliances d'organisations/consortiums
- Particuliers
- Réseaux ou mouvements informels

- Organisations enregistrées
- Organisations/groupes non enregistrés

 DÉPÔT DE CANDIDATURES :

- Accepte les candidatures de manière continue

 TEMPS DE RÉPONSE MOYEN :

Nous essayons de répondre dans les 48 heures. Dans les faits, cela dépend de si le défenseur des droits humains a été recommandé par un partenaire de confiance (ce qui facilite la procédure de vérification) ou non. Si l'on inclut toutes les étapes de la procédure de vérification (préparation du contrat et des documents pertinents, consultation des partenaires et paiement), la procédure prend environ une semaine (parfois plus).

COORDONNÉES :www.omct.org/fr/ce-que-nous-faisons/defenseurs-des-droits-humainsgrants@omct.org



CLAIM YOUR SPACE (CYS)

ORGANE DE COORDINATION : GLOBAL FOCUS

PRÉSENTATION : L'objectif de Claim Your Space est de fournir rapidement un soutien financier aux acteurs de la société civile qui sont en danger à cause de restrictions à la liberté d'expression, de réunion et d'association. Pour bénéficier du soutien de CYS, les candidats doivent pouvoir prouver un partenariat actuel ou passé avec une organisation de la société civile danoise.

RÉGION(S) CONCERNÉE(S) :

Pays d'Afrique subsaharienne, Palestine, Afghanistan, Bangladesh et Myanmar.



- Défenseurs des droits humains dans le domaine de l'environnement
- Groupes à la base travaillant dans des zones rurales et/ou urbaines
- Groupes de défense des droits de l'enfant
- Défenseurs des droits humains
- Journalistes, défenseurs de la liberté des médias et autres professionnels des médias
- Défenseurs des droits à la terre
- Militants persécutés, traduits en justice et emprisonnés
- Syndicats
- Femmes défenseuses des droits humains
- Écrivains et blogueurs
- Groupes dirigés par des jeunes et militants pour la jeunesse

💰 SOUTIEN FINANCIER PROPOSÉ :

- Frais afférents à la procédure d'appel
- Fonds de caution
- Traitement médical d'urgence

- Honoraires d'avocat et frais de justice
- Contentieux
- Soins médicaux à long terme
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour la représentation en matière pénale
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour la représentation en matière civile
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour les procédures non judiciaires
- Traitement psychosocial
- Recrutement d'experts
- Recrutement d'experts pertinents
- Réinstallation
- Repos et récupération
- Équipement sûr
- Transport/évacuation en toute sécurité
- Sécurisation des locaux
- Services d'abonnement (par ex. protection contre les logiciels malveillants et VPN)
- Observation des procès
- Soutien pour le bien-être

👉 SOUTIEN NON FINANCIER PROPOSÉ :

- Aucun >> p.14

✔️ PRIORITÉS THÉMATIQUES :

- Participation civique
- Violence des sociétés privées
- Liberté d'association
- Liberté d'expression
- Liberté de réunion pacifique ou droit de manifester
- Sécurité et protection
- Violence d'État

🎯 GROUPES CIBLES :

- Militants ou groupes de défense des droits en matière de sexualité et de procréation
- Artistes et artistes
- Militants pour la lutte contre le changement climatique
- Groupes de défense des personnes en situation de handicap, militants/personnes/défenseurs en situation de handicap



>> Claim Your Space (CYS) (suite du profil)

AUTRE SOUTIEN NON RAPIDE

PROPOSÉ :

- Aucun

DESTINATAIRES :

- Alliances d'organisations/consortiums
- Particuliers
- Réseaux ou mouvements informels
- Organisations enregistrées
- Organisations/groupes non enregistrés

DÉPÔT DE CANDIDATURES :

- Accepte les candidatures de manière continue

TEMPS DE RÉPONSE MOYEN :

Une semaine

COORDONNÉES :



www.globaltfokus.dk/da/puljer/claim-your-space



cys@globaltfokus.dk



COMITÉ POUR LA PROTECTION DES JOURNALISTES (CPJ)

ORGANE DE COORDINATION : COMITÉ POUR LA PROTECTION DES JOURNALISTES (CPJ)

PRÉSENTATION : Le Comité pour la protection des journalistes (CPI) est une organisation indépendante à but non lucratif qui défend la liberté de la presse dans le monde. Nous défendons le droit des journalistes à couvrir l'actualité en toute sécurité et sans crainte de représailles.

RÉGION(S) CONCERNÉE(S) :

Monde entier



représentation en matière civile

- Prise en charge des honoraires d'avocat pour les procédures non judiciaires
- Traitement psychosocial
- Réinstallation
- Transport ou évacuation en toute sécurité, dans une certaine mesure, et au cas par cas
- Soutien pour le bien-être

SOUTIEN NON FINANCIER PROPOSÉ :

- Activités de plaidoyer auprès des institutions internationales (par ex. les Nations Unies)
- Procédures d'appels en urgence
- Assistance juridique (par ex. recherches juridiques, avis d'experts et mémoires en qualité d'amicus curiae)
- Lobbying/campagnes/plaidoyer au niveau national
- Consultations personnelles sur la sécurité avec des

experts en sécurité numérique et physique

- Ateliers sur la sécurité physique et numérique
- Évaluation des risques
- Suivi, établissement de rapports et plaidoyer d'urgence

AUTRE SOUTIEN NON RAPIDE PROPOSÉ :

- Aide à l'obtention de bourses de courte durée

DESTINATAIRES :

- Particuliers
- Organisations enregistrées
- Organisations/groupes non enregistrés

DÉPÔT DE CANDIDATURES :

- Accepte les candidatures de manière continue
- Sur recommandation

TEMPS DE RÉPONSE MOYEN :

Nous répondons dans les 48 heures pour les cas d'urgence prioritaires. Dans les autres cas, le délai de réponse ne devrait pas dépasser deux semaines.

PRIORITÉS THÉMATIQUES :

- Liberté d'expression
- Liberté des médias

GROUPES CIBLES :

- Journalistes, défenseurs de la liberté des médias et autres professionnels des médias

SOUTIEN FINANCIER PROPOSÉ :

- Traitement médical d'urgence
- Honoraires d'avocat et frais de justice
- Contentieux
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour la représentation en matière pénale
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour la

COORDONNÉES :



www.cpj.org



www.cpj.org/emergency-response/how-to-get-help



emergencies@cpj.org



DANISH EMERGENCY RELIEF FUND (DERF)

ORGANES DE COORDINATION : CIVIL SOCIETY IN DEVELOPMENT (CISU) ET SAVE THE CHILDREN DENMARK

PRÉSENTATION : Le Danish Emergency Relief Fund (DERF) est un instrument qui permet aux petites et moyennes organisations de la société civile au Danemark de financer leurs activités humanitaires de manière rapide et flexible en vue de faire face aux situations de crise dans le monde.

L'objectif du DERF est d'empêcher la perte de vies humaines et l'aggravation des souffrances des personnes touchées par une crise humanitaire aiguë en menant des actions humanitaires localisées. Les fonds sont alloués sur la base de principes et de normes humanitaires. Les fonds DERF visent à améliorer les interventions humanitaires dans tous les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du Comité d'aide au développement (CAD), sans aucune restriction sectorielle.

RÉGION(S) CONCERNÉE(S) :

Monde entier



- Santé
- Nutrition
- Protection
- Eau et assainissement
- Sécurité et protection

GROUPES CIBLES :

- Groupes vulnérables/personnes touchées par les crises humanitaires

SOUTIEN FINANCIER PROPOSÉ :

- Évaluations des besoins

PRIORITÉS THÉMATIQUES :

- Agriculture en situations d'urgence
- Gestion des camps
- Changement climatique
- Soins aux enfants et aux personnes âgées
- Éducation
- Abris d'urgence
- Sécurité alimentaire
- Migration forcée ou déplacements

- Participation au mécanisme de coordination
- Sécurité et sûreté
- Toutes les activités contribuant à sauver des vies dans tous les thèmes/secteurs susmentionnés

SOUTIEN NON FINANCIER PROPOSÉ :

- Service de conseils aux candidats

AUTRE SOUTIEN NON RAPIDE PROPOSÉ :

- Aucun

DESTINATAIRES :

- Les organisations de la société civile enregistrées au Danemark et qui n'ont pas de partenariat stratégique avec le ministère danois des affaires étrangères

DÉPÔT DE CANDIDATURES :

- Appels ouverts (publiés à intervalles réguliers)

TEMPS DE RÉPONSE MOYEN :

Il faut compter un délai de 21 jours pour recevoir une réponse à votre candidature.

COORDONNÉES :



www.cisu.dk/derf



www.cisu.dk/derfnews#



derf@cisu.dk



+45/8612-0342



DEFENDEFENDERS

ORGANE DE COORDINATION : DEFENDEFENDERS

PRÉSENTATION : DefendDefenders soutient les défenseurs des droits humains qui sont exposés à des menaces et/ou des risques en raison de leur travail dans le domaine des droits humains à l'Est et dans la Corne de l'Afrique. L'ONG propose à la fois des interventions préventives sous forme d'aide d'urgence et des interventions rapides pour les défenseurs des droits humains, en fonction des besoins spécifiques en matière de droits humains dans la région.

RÉGION(S) CONCERNÉE(S) :

Est et Corne de l'Afrique : Burundi, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Rwanda, Somalie (avec le Somaliland), Soudan du Sud, Soudan, Tanzanie et Ouganda.



- Justice en matière d'environnement
- Migration forcée ou déplacements
- Liberté d'association
- Liberté d'expression
- Liberté de réunion pacifique ou droit de manifester
- Bonne gouvernance
- Droits humains
- Droits des peuples autochtones
- Institutions judiciaires
- Développement du leadership
- Institutions législatives
- Droits de la communauté LGBTQI+
- Développement local
- Liberté des médias
- Création de mouvements
- Pauvreté
- Manifestations
- Droits des personnes en situation de handicap
- Sécurité et protection

✓ PRIORITÉS THÉMATIQUES :

- Accès à l'information
- Plaidoyer et lobbying
- Artivisme ou art militant
- Organisation de campagnes
- Participation civique
- Renforcement de la société civile
- Changement climatique
- Développement des communautés
- Violence des sociétés privées
- Pratiques démocratiques
- Dialogue et consolidation de la paix
- Droits numériques et sécurité
- Justice économique

- Violence d'État
- Contentieux stratégique
- Transparence et reddition de comptes
- Droits des femmes
- Militantisme pour la jeunesse

Remarque : nos interventions concernent les défenseurs des droits humains qui œuvrent de manière pacifique dans les domaines susmentionnés.

🎯 GROUPES CIBLES :

- Militants ou groupes de défense des droits en matière de sexualité et de procréation
- Défenseurs des droits des peuples autochtones
- Défenseurs des droits des migrants et/ou des réfugiés
- Groupes de défense des personnes en situation de handicap, militants/personnes/défenseurs en situation de handicap
- Défenseurs des droits humains dans le domaine de l'environnement
- Groupes de défense des droits de l'enfant
- Défenseurs des droits humains
- Journalistes, défenseurs de la liberté des médias et autres professionnels des médias
- Défenseurs des droits à la terre
- Militants pour la cause LGBTQI+
- Femmes défenseuses des droits humains >> p.18

>> DefendDefenders (suite du profil)

💰 SOUTIEN FINANCIER PROPOSÉ :

- Frais afférents à la procédure d'appel
- Fonds de caution
- Traitement médical d'urgence
- Remplacement d'équipements
- Soutien à la famille
- Amendes (à la suite d'un jugement)
- Honoraires d'avocat et frais de justice
- Contentieux
- Soins médicaux à long terme
- Développement personnel (formations courtes et cours de langue)
- Traitement psychosocial
- Recrutement d'experts
- Recrutement d'experts pertinents
- Réinstallation
- Rapatriement
- Repos et récupération
- Hébergement sûr
- Transport/évacuation en toute sécurité
- Sécurisation des locaux
- Observation des procès
- Soutien pour le bien-être

🛡️ SOUTIEN NON FINANCIER PROPOSÉ :

- Activités de plaidoyer auprès des institutions internationales (par ex. les Nations Unies)
- Logiciels et matériel informatique donnés ou à prix réduit
- Procédures d'appels en urgence
- Équipement
- Établissement des faits
- Hébergement/abri
- Possibilités de mise en relation et d'apprentissage
- Soins médicaux
- Mentorat ou stage
- Plaidoyer/campagnes/lobbying au niveau national
- Évaluation des besoins
- Experts bénévoles ou assistance technique
- Soutien psychosocial
- Recommandation d'autres prestataires de services de protection
- Évaluation des risques
- Ligne d'assistance pour la sécurité disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7
- Soutien à l'intégration sociale après la réinstallation
- Visites de soutien
- Formations sur mesure

- Formations
- Suivi, établissement de rapports et plaidoyer d'urgence

🔑 AUTRE SOUTIEN NON RAPIDE PROPOSÉ :

- Récompenses
- Financement de base ou financement flexible
- Bourses

👤 DESTINATAIRES :

- Alliances d'organisations/consortiums
- Particuliers
- Réseaux ou mouvements informels
- Organisations enregistrées
- Organisations/groupes non enregistrés

❓ DÉPÔT DE CANDIDATURES :

- Accepte les candidatures de manière continue
- Sur recommandation

⌚ TEMPS DE RÉPONSE MOYEN :

Délai de réponse de 48 heures pour les demandes de protection d'urgence

COORDONNÉES :



www.defenddefenders.org



protection@defenddefenders.org



+256/783-027-611



FONDO DE ACCIÓN URGENTE – AMÉRICA LATINA Y EL CARIBE

ORGANE DE COORDINATION : FONDO DE ACCIÓN URGENTE – AMÉRICA LATINA Y EL CARIBE

PRÉSENTATION : Fondo de Acción Urgente – América Latina y el Caribe est un fonds féministe régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Reconnaisant le rôle clé joué par les femmes et les militants non binaires dans la protection de leur corps, de leurs communautés et de l'environnement, le Fonds a pour mission de contribuer à la pérennité et à la protection des militants et de leurs mouvements grâce à un soutien rapide et flexible pour mieux répondre aux risques et aux opportunités.

Le Fonds fournit un financement direct, flexible et en temps réel aux mouvements féministes grâce à des subventions aux fins d'intervention rapide qui permettent de réagir aux situations à risque ou aux menaces qui ont des répercussions sur la sécurité des militantes féministes, transgenres et non binaires, de leurs collectifs ou de leurs organisations, et en tirant profit des opportunités pour faire avancer les droits des femmes ou éviter les reculs en la matière. En outre, des subventions stratégiques (interventions non rapides) sont accordées pour encourager les propositions créatives et innovantes des organisations et groupes de femmes qui remettent en question le modèle extractiviste et promeuvent la protection des territoires, des biens communs et des droits des femmes de manière intégrée.

RÉGION(S) CONCERNÉE(S) :

Amérique latine et Caraïbes



- Droits des personnes en situation de handicap
- Droits en matière de sexualité et de procréation
- Violence d'État
- Droits des femmes

GROUPES CIBLES :

- Militants ou groupes de défense des droits en matière de sexualité et de procréation
- Défenseurs des droits des peuples autochtones
- Défenseurs des droits des migrants et/ou des réfugiés

PRIORITÉS THÉMATIQUES :

- Droits civils et politiques
- Droits en matière d'environnement
- Violence fondée sur le genre
- Droits humains
- Droits des peuples autochtones
- Droits à la terre
- Droits de la communauté LGBTQI+

- Groupes de défense des personnes en situation de handicap, militants/personnes/défenseurs en situation de handicap
- Défenseurs des droits humains dans le domaine de l'environnement
- Militants pour la cause LGBTQI+
- Militants persécutés, traduits en justice et emprisonnés
- Travailleurs du sexe
- Femmes défenseuses des droits humains
- Femmes d'origine africaine, paysannes
- Groupes dirigés par des jeunes et militants pour la jeunesse

SOUTIEN FINANCIER PROPOSÉ :

- Subventions aux fins d'intervention rapide pouvant aller jusqu'à 7 000 USD, disponibles 365 jours par an, pour des actions menées dans un délai de trois à six mois.

SOUTIEN NON FINANCIER PROPOSÉ :

- Aucun

AUTRE SOUTIEN NON RAPIDE PROPOSÉ :

- Financement de base ou financement flexible

>> p.20



>> Fondo de Acción Urgente – América Latina y el Caribe (suite du profil)

DESTINATAIRES :

- Les actions doivent être mises en œuvre par des femmes, des personnes transsexuelles et non binaires, des organisations ou des organisations mixtes dirigées par des femmes représentatives de la diversité des communautés qui seront concernées par l'action.

DÉPÔT DE CANDIDATURES :

- Appels d'offres ouverts publiés à intervalles réguliers
- Via la plateforme en ligne SÍGUEME disponible sur ce lien : www.sigueme.fondoaccionurgente.org.co

TEMPS DE RÉPONSE MOYEN :

Pour les subventions aux fins d'intervention rapide, les demandes sont traitées en moyenne dans un délai de 10 jours ouvrables. Pour les subventions stratégiques, le délai de traitement peut prendre plus d'un mois.

COORDONNÉES :

www.fondoaccionurgente.org.co Système de candidature en ligne : www.sigueme.fondoaccionurgente.org.co

soporte@fondoaccionurgente.org.co Lignes téléphoniques accessibles par message ou sur WhatsApp à l'un des numéros suivants :

+57/313-5532423; +57/313-5529363; +57/314-3733895; +57/321-3763812; +57/311-7056385 Pour les subventions stratégiques (interventions non rapides), veuillez contacter le +57/313-3018810



FONDS DE RÉPONSE EN CAS DE CRISE

ORGANE DE COORDINATION : CIVICUS

PRÉSENTATION : Le Fonds de réponse en cas de crise de CIVICUS permet aux organisations de la société civile confrontées à des restrictions de l'espace civique, notamment en matière de liberté d'association et de réunion, de solliciter un financement pour des activités de plaidoyer urgentes. Le Fonds offre également des petites subventions visant à accroître la résilience en vue de prévenir les menaces imminentes. Toutes les subventions ont une durée maximale de six mois et sont limitées à 10 000 USD pour les organisations individuelles, tandis que le financement pour les coalitions et les consortiums oscille entre 10 000 et 20 000 USD.

RÉGION(S) CONCERNÉE(S) :

Monde entier



🎯 GROUPES CIBLES :

- Militants ou groupes de défense des droits en matière de sexualité et de procréation
- Artistes et artistes
- Militants pour la lutte contre le changement climatique
- Dirigeants et organisateurs au niveau des communautés
- Défenseurs des droits des peuples autochtones
- Défenseurs des droits des migrants et/ou des réfugiés
- Groupes de défense des personnes en situation de handicap, militants/personnes/défenseurs en situation de handicap
- Défenseurs des droits humains dans le domaine de l'environnement
- Défenseurs des droits humains
- Journalistes, défenseurs de la liberté des médias et autres professionnels des médias

✔️ PRIORITÉS THÉMATIQUES :

- Plaidoyer et lobbying
- Artivisme ou art militant
- Organisation de campagnes
- Renforcement de la société civile
- Droits numériques et sécurité
- Élections et droit de vote
- Liberté d'association
- Liberté de réunion pacifique ou droit de manifester
- Organisation d'entités à la base/de communautés
- Manifestations
- Contentieux stratégique
- Militantisme pour la jeunesse

- Militants persécutés, traduits en justice et emprisonnés
- Syndicats
- Femmes défenseuses des droits humains

💰 SOUTIEN FINANCIER PROPOSÉ :

- Contentieux
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour la représentation en matière civile
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour les procédures non judiciaires
- Traitement psychosocial
- Recrutement d'experts
- Recrutement d'experts pertinents
- Ligne d'assistance pour la sécurité disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7
- Services d'abonnement (par ex. protection contre les logiciels malveillants et VPN)

🔄 SOUTIEN NON FINANCIER PROPOSÉ :

- Activités de plaidoyer auprès des institutions internationales (par ex. les Nations Unies)
- Possibilités de mise en relation et d'apprentissage
- Lobbying/campagnes/plaidoyer au niveau national
- Formations
- Suivi, établissement de rapports et plaidoyer d'urgence >> p.22



>> Fonds de réponse en cas de crise (suite du profil)

**AUTRE SOUTIEN NON RAPIDE
PROPOSÉ :**

- Financement de projets/programmes

DESTINATAIRES :

- Alliances d'organisations/consortiums
- Réseaux ou mouvements informels
- Organisations enregistrées
- Organisations/groupes non enregistrés

DÉPÔT DE CANDIDATURES :

- Accepte les candidatures de manière continue
- Sur recommandation

TEMPS DE RÉPONSE MOYEN :

48 à 72 heures

COORDONNÉES :

www.civicus.org/index.php/fr/ce-que-nous-faisons/defendre/fond-de-reponse-en-cas-de-crise crisis.response@civicus.org +27/11-833-5959



FONDS D'URGENCE POUR LES DÉFENSEUR·SE·S DES DROITS HUMAINS

ORGANE DE COORDINATION : AGIR ENSEMBLE POUR LES DROITS HUMAINS

PRÉSENTATION : Le Fonds d'urgence pour les défenseur·se·s des droits humains en danger existe depuis 1999 et a soutenu plus de 800 défenseurs à ce jour. Ce Fonds offre un soutien aux défenseurs des droits humains partout dans le monde qui sont directement menacés en raison de leurs activités de promotion et de protection des droits humains.

RÉGION(S) CONCERNÉE(S) :
Monde entier, notamment les zones francophones



🎯 GROUPES CIBLES :

- Défenseurs des droits des peuples autochtones
- Défenseurs des droits humains
- Défenseurs des droits à la terre
- Militants pour la cause LGBTQI+
- Femmes défenseuses des droits humains

💰 SOUTIEN FINANCIER PROPOSÉ :

- Frais afférents à la procédure d'appel
- Traitement médical d'urgence
- Honoraires d'avocat et frais de justice
- Contentieux
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour la représentation en matière pénale
- Traitement psychosocial
- Réinstallation (uniquement vers le pays d'origine)

👉 SOUTIEN NON FINANCIER PROPOSÉ :

- Procédures d'appels en urgence
- Plaidoyer/campagnes/lobbying au niveau national

👉 AUTRE SOUTIEN NON RAPIDE PROPOSÉ :

- Aucun

👤 DESTINATAIRES :

- Particuliers
- Réseaux ou mouvements informels
- Organisations enregistrées
- Organisations/groupes non enregistrés

❓ DÉPÔT DE CANDIDATURES :

- Accepte les candidatures de manière continue

🕒 TEMPS DE RÉPONSE MOYEN :

10 à 12 jours

✅ PRIORITÉS THÉMATIQUES :

- Pratiques démocratiques
- Droits en matière d'environnement
- Bonne gouvernance
- Droits humains
- Droits des peuples autochtones
- Droits de la communauté LGBTQI+
- Droits des femmes

COORDONNÉES :



www.agir-ensemble-droits-humains.org/fr/home



www.agir-ensemble-droits-humains.org/fr/notre-fonds-durgence



protectionddh@aedd.org



FONDS D'URGENCE TOURNONS LA PAGE

ORGANE DE COORDINATION : TOURNONS LA PAGE (TLP)

PRÉSENTATION : Le fonds d'urgence de Tournons La Page soutient les membres qui sont menacés ou emprisonnés en raison de leur engagement en tant que militant. Le Fonds peut être utilisé pour couvrir les honoraires d'avocat, l'aide financière aux militants et à leurs familles, le soutien psychologique et, dans les cas extrêmes, la réinstallation locale ou régionale.

RÉGION(S) CONCERNÉE(S) :

Afrique. Actuellement, le Fonds couvre 10 pays dans lesquels des membres de Tournons La Page sont installés : Burundi, Cameroun, Tchad, Congo, Côte d'Ivoire, RDC, Gabon, Guinée, Niger et Togo.



🎯 GROUPES CIBLES :

- Défenseurs des droits humains
- Journalistes, défenseurs de la liberté des médias et autres professionnels des médias
- Militants persécutés, traduits en justice et emprisonnés

💰 SOUTIEN FINANCIER PROPOSÉ :

- Frais afférents à la procédure d'appel
- Fonds de caution
- Traitement médical d'urgence
- Honoraires d'avocat et frais de justice
- Contentieux
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour la représentation en matière pénale
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour la représentation en matière civile
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour les procédures non judiciaires
- Traitement psychosocial
- Réinstallation
- Repos et récupération

✅ PRIORITÉS THÉMATIQUES :

- Plaidoyer et lobbying
- Participation citoyenne
- Renforcement de la société civile
- Pratiques démocratiques
- Élections et droit de vote
- Liberté d'association
- Liberté d'expression
- Liberté de réunion pacifique ou droit de manifester
- Bonne gouvernance
- Droits humains
- Contentieux stratégique
- Transparence et reddition de comptes
- Militantisme pour la jeunesse

🗳️ SOUTIEN NON FINANCIER PROPOSÉ :

- Activités de plaidoyer auprès des institutions internationales (par ex. les Nations Unies)
- Procédures d'appels en urgence
- Établissement des faits
- Représentation juridique au civil
- Représentation juridique au pénal
- Possibilités de mise en relation et d'apprentissage
- Lobbying/campagnes/plaidoyer au niveau national
- Formations
- Suivi, établissement de rapports et plaidoyer d'urgence

🛑 AUTRE SOUTIEN NON RAPIDE PROPOSÉ :

- Aucun

👤 DESTINATAIRES :

Organisations et particuliers, qui doivent toutefois être membres de Tournons La Page. Pour devenir membre de Tournons La Page, un particulier ou une organisation doit rejoindre une coalition locale ou soumettre une demande pour créer une nouvelle coalition avec un groupe d'organisations. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site : www.tournonslapage.org/fr/le-mouvement#devenir-membre >> p.25

**>> Fonds d'urgence Tournons La Page (suite du profil)****🔗 DÉPÔT DE CANDIDATURES :**

- Les candidatures doivent être soumises par l'intermédiaire d'une coalition nationale Tournons La Page.

🕒 TEMPS DE RÉPONSE MOYEN :

Le délai de réponse est d'une semaine ouvrable, sauf pour les urgences (48 heures).

COORDONNÉES :

www.tournonslapage.org/fr



contact@tournonslapage.org



+33/1-88-61-42-66



LYON – VILLE REFUGE DES DÉFENSEUR.S.E.S DES DROITS HUMAINS

ORGANE DE COORDINATION : AGIR ENSEMBLE POUR LES DROITS HUMAINS

PRÉSENTATION : Lyon – Ville refuge des défenseur.se.s des droits humains est un programme de réinstallation temporaire proposé aux défenseurs des droits humains qui sont en danger ou qui ont besoin de récupérer ou de déménager, pour une période allant jusqu'à six mois dans la ville de Lyon, en France.

RÉGION(S) CONCERNÉE(S) :

Monde entier



🎯 GROUPE(S) CIBLE(S) :

- Militants pour la lutte contre le changement climatique
- Défenseurs des droits des peuples autochtones
- Défenseurs des droits humains dans le domaine de l'environnement
- Défenseurs des droits humains
- Journalistes, défenseurs de la liberté des médias et autres professionnels des médias
- Défenseurs des droits à la terre

💰 SOUTIEN FINANCIER PROPOSÉ :

- Aucun

✔️ PRIORITÉS THÉMATIQUES :

- Changement climatique
- Justice en matière d'environnement
- Droits humains
- Droits des peuples autochtones
- Droits à la terre
- Développement rural ou agriculture

🏠 SOUTIEN NON FINANCIER PROPOSÉ :

- Hébergement/abri

🚫 AUTRE SOUTIEN NON RAPIDE PROPOSÉ :

- Aucun

👤 DESTINATAIRES :

- Particuliers

🕒 DÉPÔT DE CANDIDATURES :

- Les appels d'offres ouverts sont publiés deux fois par an : en mai/juin et en décembre/janvier.

🕒 TEMPS DE RÉPONSE MOYEN :

Un mois

COORDONNÉES :



www.agir-ensemble-droits-humains.org/fr/home



www.agir-ensemble-droits-humains.org/fr/lyon-ville-refuge



relocalisation@aedh.org



MEDIA FREEDOM RAPID RESPONSE

ORGANE DE COORDINATION : FREE PRESS UNLIMITED

PRÉSENTATION : Le Media Freedom Rapid Response (MFRR) suit, surveille et réagit aux violations de la liberté de presse et des médias en Europe. Le MFRR offre une aide juridique et pratique immédiate, des possibilités de plaider auprès du public et des informations pour protéger les journalistes et les professionnels des médias. Le MFRR est organisé par une coalition dirigée par le Centre européen pour la liberté de la presse et des médias (ECPMF) et composée d'ARTICLE 19, de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), de Free Press Unlimited (FPU), de l'Institut d'informatique appliquée de l'Université de Leipzig (InfAI), de l'International Press Institute (IPI) et du CCI/Osservatorio Balcani e Caucaso Transeuropa (OBCT).

RÉGION(S) CONCERNÉE(S) :

L'Europe, en particulier les États membres de l'Union européenne et les pays candidats (Albanie, République de Macédoine du Nord, Monténégro, Serbie et Turquie).



🎯 GROUPES CIBLES :

- Journalistes, défenseurs de la liberté des médias et autres professionnels des médias

💰 SOUTIEN FINANCIER PROPOSÉ :

- Procédures d'appels en urgence
- Traitement médical d'urgence
- Honoraires d'avocat et frais de justice
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour la représentation en matière pénale
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour la représentation en matière civile
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour les procédures non judiciaires
- Traitement psychosocial
- Recrutement d'experts pertinents

✔️ PRIORITÉS THÉMATIQUES :

- Accès à l'information
- Plaidoyer et lobbying
- Droits numériques et sécurité
- Liberté d'expression
- Liberté des médias
- Procès stratégiques contre la participation du public (SLAPP) ou « procès-bâillons »

- Réinstallation
- Repos et récupération
- Transport/évacuation en toute sécurité
- Sécurisation des locaux
- Observation des procès
- Soutien pour le bien-être

👉 SOUTIEN NON FINANCIER PROPOSÉ :

- Activités de plaider auprès des institutions internationales (par ex. les Nations Unies)
- Logiciels et matériel informatique donnés ou à prix réduit
- Équipement
- Hébergement/abri
- Représentation juridique au civil
- Représentation juridique au pénal
- Services juridiques non judiciaires
- Assistance juridique (par ex. recherches juridiques, avis d'experts et mémoires en qualité d'amicus curiae)
- Soins médicaux
- Lobbying/campagnes/plaidoyer au niveau national
- Soutien psychosocial
- Évaluation des risques
- Formations >> p.28



>> Media Freedom Rapid Response (suite du profil)

AUTRE SOUTIEN NON RAPIDE PROPOSÉ :

- Aucun

DESTINATAIRES :

- Alliances d'organisations/consortiums
- Particuliers
- Organisations enregistrées
- Organisations/groupes non enregistrés

DÉPÔT DE CANDIDATURES :

- Accepte les candidatures de manière continue
- Sur recommandation

TEMPS DE RÉPONSE MOYEN :

Non indiqué

COORDONNÉES :

www.mfrr.eu www.mfrr.eu/support support@mfrr.eu reportersrespond@freepressunlimited.org



PROGRAMME D'AIDE D'URGENCE (EAP)

ORGANE DE COORDINATION : FREEDOM HOUSE

PRÉSENTATION : Le Programme d'aide d'urgence est un programme mondial qui fournit un soutien financier à court terme aux défenseurs des droits humains en danger, aux organisations de la société civile et aux anciennes victimes de graves persécutions religieuses fondées sur la foi ou l'incroyance.

- Sont considérés comme des défenseurs des droits humains : les personnes impliquées dans l'organisation de communautés ou qui défendent les droits humains, tels que les droits à la terre, les droits des travailleurs, les droits des femmes, les droits des peuples autochtones, les droits de la communauté LGBTQI+ et la liberté de religion et de croyance. Sont également considérés comme des défenseurs des droits humains les journalistes, les blogueurs et les dirigeants syndicaux.
- Les organisations de la société civile peuvent inclure des ONG formelles, des mouvements sociaux, des associations de journalistes, des groupes de réflexion, des réseaux, des organisations à base communautaire, des groupes d'étudiants, des organisations œuvrant en faveur de la communauté LGBTQI+ et des syndicats. Les organisations de la société civile ne doivent pas nécessairement être officiellement enregistrées, mais elles doivent pouvoir prouver qu'elles ont une longue expérience en matière de promotion des droits.
- Soutien aux anciennes victimes de persécution religieuse (en raison de leur foi, de leur incroyance et/ou de leur identité religieuse).

Chaque année, le programme soutient plus de 1 000 défenseurs des droits humains, organisations de la société civile et anciennes victimes de graves persécutions religieuses en leur apportant une aide d'urgence, des subventions pour des activités de plaidoyer urgentes et des projets en matière de sécurité préventive.

RÉGION(S) CONCERNÉE(S) :

Monde entier



répertoire et soutient tous les défenseurs des droits humains et les organisations de la société civile, quelle que soit leur activité, pour autant qu'ils œuvrent en faveur des droits humains et qu'ils aient été menacés en raison de leur travail.

✓ PRIORITÉS THÉMATIQUES :

Le Programme d'aide d'urgence couvre tous les domaines thématiques mentionnés dans le présent

🎯 GROUPES CIBLES :

- Militants ou groupes de défense des droits en matière de sexualité et de procréation
- Artistes et artistes
- Militants pour la lutte contre le changement climatique
- Dirigeants et organisateurs au niveau des communautés
- Défenseurs des droits des peuples autochtones
- Défenseurs des droits des migrants et/ou des réfugiés
- Groupes de défense des personnes en situation de handicap, militants/personnes/défenseurs en situation de handicap
- Défenseurs des droits humains dans le domaine de l'environnement
- Groupes ethniques, religieux ou autres minorités
- Groupes à la base travaillant dans des zones rurales et/ou urbaines
- Défenseurs des droits humains
- Journalistes, défenseurs de la liberté des médias et autres professionnels des médias
- Défenseurs des droits à la terre
- Militants pour la cause LGBTQI+
- Militants persécutés, traduits en justice et emprisonnés >> p.30

**>> Programme d'aide d'urgence (EAP) (suite du profil)**

- Groupes religieux et confessionnels
- Travailleurs du sexe
- Syndicats
- Femmes défenseuses des droits humains
- Écrivains et blogueurs
- Groupes dirigés par des jeunes et militants pour la jeunesse

💰 SOUTIEN FINANCIER PROPOSÉ :

- Frais afférents à la procédure d'appel
- Fonds de caution
- Traitement médical d'urgence
- Amendes (à la suite d'un jugement)
- Honoraires d'avocat et frais de justice
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour la représentation en matière pénale
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour la représentation en matière civile
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour les procédures non judiciaires
- Traitement psychosocial
- Recrutement d'experts
- Recrutement d'experts pertinents
- Réinstallation

- Repos et récupération
- Équipement sûr
- Transport/évacuation en toute sécurité
- Sécurisation des locaux
- Observation des procès
- Soutien pour le bien-être

👉 SOUTIEN NON FINANCIER PROPOSÉ :

- Formations sur mesure

☂️ AUTRE SOUTIEN NON RAPIDE PROPOSÉ :

- Petites subventions aux fins d'intervention rapide pour les organisations de la société civile en danger afin qu'elles puissent réagir à l'évolution des menaces et tirer profit de possibilités en matière de plaidoyer.
- Subventions de plaidoyer et subventions pour initiatives : subventions accordées aux organisations de la société civile pour leur permettre de protéger et d'étendre leurs droits d'organisation, d'association, de réunion et d'union, ou pour promouvoir les droits et la sécurité des communautés LGBTQI+.
- Résilience : subventions visant à renforcer la sécurité pour aider les organisations de la société civile œuvrant en faveur des droits humains à prévenir et

à atténuer les menaces de manière proactive, afin qu'elles puissent poursuivre leurs activités dans des environnements à haut risque, y compris un soutien pour une formation holistique à la sécurité numérique ou physique.

👤 DESTINATAIRES :

- Alliances d'organisations/consortiums
- Particuliers
- Réseaux ou mouvements informels
- Réseaux
- Organisations enregistrées
- Organisations faitières
- Organisations/groupes non enregistrés

❓ DÉPÔT DE CANDIDATURES :

- Accepte les candidatures de manière continue
- Sur recommandation

🕒 TEMPS DE RÉPONSE MOYEN :

- Pour les défenseurs des droits humains : 1 à 3 semaines
- Pour les organisations de la société civile : 1 à 2 semaines

COORDONNÉES :www.freedomhouse.org/programs/emergency-assistance-and-thematic-programswww.csolifeline.orgwww.dignitylgbti.orginfo@csolifeline.org (il y a également d'autres courriels pour les autres régions)



PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'URGENCE

ORGANE DE COORDINATION : PROTECTDEFENDERS.EU

PRÉSENTATION : Le Programme de subventions d'urgence veille à ce que les défenseurs des droits humains aient accès à des mesures de sécurité d'urgence et puissent les mettre en œuvre afin de se protéger eux-mêmes, ainsi que leur famille et leur travail. Nous soutenons les défenseurs des droits humains (au sens de la Déclaration des Nations Unies) qui sont menacés en raison de leur travail dans le domaine des droits humains. Tous les défenseurs des droits humains partout dans le monde peuvent poser leur candidature, à l'exception de ceux qui proviennent des pays de l'Union européenne. En outre, les défenseurs qui se trouvent en danger immédiat peuvent s'adresser à ProtectDefenders.eu via la ligne d'assistance d'urgence 24h/24 et 7j/7.

RÉGION(S) CONCERNÉE(S) :

Monde entier, sauf les citoyens de l'Union européenne



- Défenseurs des droits humains dans le domaine de l'environnement
- Groupes de défense des droits de l'enfant
- Défenseurs des droits humains
- Défenseurs des droits à la terre
- Militants pour la cause LGBTQI+
- Femmes défenseuses des droits humains

💰 SOUTIEN FINANCIER PROPOSÉ :

- Frais afférents à la procédure d'appel
- Fonds de caution
- Traitement médical d'urgence
- Honoraires d'avocat et frais de justice
- Traitement psychosocial
- Réinstallation
- Repos et récupération
- Équipement sûr

✔ PRIORITÉS THÉMATIQUES :

Le Programme de subventions d'urgence soutient tous les défenseurs des droits humains, quel que soit leur spécialisation, en privilégiant toutefois ceux qui travaillent dans les contextes les plus difficiles.

🎯 GROUPES CIBLES :

- Défenseurs des droits des peuples autochtones
- Défenseurs des droits des migrants et/ou des réfugiés
- Groupes de défense des personnes en situation de handicap, militants/personnes/défenseurs en situation de handicap

- Transport/évacuation en toute sécurité
- Sécurisation des locaux
- Ligne d'assistance pour la sécurité disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7
- Services d'abonnement (par ex. protection contre les logiciels malveillants et VPN)
- Soutien pour le bien-être

👉 SOUTIEN NON FINANCIER PROPOSÉ :

- Activités de plaidoyer auprès des institutions internationales (par ex. les Nations Unies)
- Logiciels et matériel informatique donnés ou à prix réduit
- Procédures d'appels en urgence
- Équipement
- Établissement des faits
- Experts bénévoles ou assistance technique
- Évaluation des risques
- Formations
- Suivi, établissement de rapports et plaidoyer d'urgence

👉 AUTRE SOUTIEN NON RAPIDE PROPOSÉ :

- Financement de base ou financement flexible
- Financement de projets/programmes
- Financement d'amorçage >> p.32



>> Programme de subventions d'urgence (suite du profil)

DESTINATAIRES :

- Alliances d'organisations/consortiums
- Membres de la famille de défenseurs des droits humains en danger
- Particuliers
- Réseaux ou mouvements informels

- Organisations enregistrées
- Organisations/groupes non enregistrés

DÉPÔT DE CANDIDATURES :

- Accepte les candidatures de manière continue
- Sur recommandation

TEMPS DE RÉPONSE MOYEN :

Non indiqué

COORDONNÉES :www.protectdefenders.eu/?lang=frwww.protectdefenders.eu/protecting-defenders/?lang=freg@protectdefenders.eu



PROGRAMME DE SUBVENTIONS POUR UNE PROTECTION D'URGENCE

ORGANE DE COORDINATION : FONDATION EURO-MÉDITERRANÉENNE DE SOUTIEN AUX DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME (FEMDH)

PRÉSENTATION : Le programme de protection d'urgence de la FEMDH vise à garantir la sécurité et à maintenir les activités des défenseurs des droits humains et des ONG qui sont menacés ou dont la sécurité, la survie ou la capacité d'action est compromise dans le sud de la Méditerranée. Des subventions d'environ 5 000 € sont accordées pour aider les défenseurs des droits humains menacés à avoir accès à des soins médicaux, à couvrir leurs frais de réinstallation, à faire face à leurs besoins essentiels et/ou à bénéficier d'une assistance/représentation juridique. Les ONG peuvent également recevoir des subventions pour faire face à des situations politiques et financières inattendues et/ou pour maintenir leur existence et les processus démocratiques internes

RÉGION(S) CONCERNÉE(S) :

Région MENA (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Liban, Jordanie, Syrie, Israël et Palestine)



🎯 GROUPES CIBLES :

- Militants ou groupes de défense des droits en matière de sexualité et de procréation
- Artistes et artistes
- Militants pour la lutte contre le changement climatique
- Défenseurs des droits des peuples autochtones
- Défenseurs des droits des migrants et/ou des réfugiés
- Groupes de défense des personnes en situation de handicap, militants/personnes/défenseurs en situation de handicap
- Défenseurs des droits humains dans le domaine de l'environnement
- Groupes ethniques, religieux ou autres minorités

✔️ PRIORITÉS THÉMATIQUES :

La FEMDH peut soutenir toutes les interventions et droits énumérés dans le présent répertoire. La Fondation ne fixe pas nécessairement de priorités pour des domaines ou groupes d'intervention spécifiques. Son mandat consiste à protéger et à soutenir le travail des acteurs de la société civile qui, individuellement ou en groupe, agissent de manière pacifique pour promouvoir, protéger et mettre en œuvre les droits humains dans leur universalité, leur indivisibilité et leur interdépendance.

- Groupes à la base travaillant dans des zones rurales et/ou urbaines
- Groupes de défense des droits de l'enfant
- Défenseurs des droits humains
- Journalistes, défenseurs de la liberté des médias et autres professionnels des médias
- Défenseurs des droits à la terre
- Militants pour la cause LGBTQI+
- Militants persécutés, traduits en justice et emprisonnés
- Syndicats
- Femmes défenseuses des droits humains
- Écrivains et blogueurs
- Groupes dirigés par des jeunes et militants pour la jeunesse

💰 SOUTIEN FINANCIER PROPOSÉ :

- Frais afférents à la procédure d'appel
- Fonds de caution
- Traitement médical d'urgence
- Amendes (à la suite d'un jugement)
- Honoraires d'avocat et frais de justice
- Contentieux
- Soins médicaux à long terme
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour la représentation en matière pénale >> p.34

>> Programme de subventions pour une protection d'urgence (suite du profil)

- Prise en charge des honoraires d'avocat pour la représentation en matière civile
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour les procédures non judiciaires
- Traitement psychosocial
- Recrutement d'experts
- Recrutement d'experts pertinents
- Réinstallation
- Repos et récupération
- Équipement sûr
- Transport/évacuation en toute sécurité
- Sécurisation des locaux
- Services d'abonnement (par ex. protection contre les logiciels malveillants et VPN)
- Observation des procès
- Soutien pour le bien-être

 SOUTIEN NON FINANCIER PROPOSÉ :

- Coaching sur mesure, avec des conseils pratiques et des orientations pour étendre la coopération, et des services d'orientation pour renforcer la solidarité et la protection à long terme, le développement des capacités et le financement.

 AUTRE SOUTIEN NON RAPIDE PROPOSÉ :

- Financement à la base/financement flexible
- Financement d'amorçage
- Aide financière à moyen ou à long terme pour soutenir les initiatives locales de la société civile qui examinent les questions relatives aux droits humains et la situation des défenseurs des droits humains au niveau local. Ce type de soutien couvre principalement les frais de fonctionnement de base pour permettre aux initiatives de développer et de maintenir leurs activités en matière de droits humains.

 DESTINATAIRES :

- Alliances d'organisations/consortiums
- Particuliers
- Réseaux ou mouvements informels
- Organisations enregistrées
- Organisations/groupes non enregistrés

 DÉPÔT DE CANDIDATURES :

- Accepte les candidatures de manière continue pour le Programme de subventions pour la protection d'urgence
- Appels ouverts publiés régulièrement (deux fois par an) pour le Programme de subventions de fonctionnement

 TEMPS DE RÉPONSE MOYEN :

- Dans les 48 heures pour une première réponse à une demande de protection d'urgence
- Dans les 10 jours pour une première réponse à une demande de soutien opérationnel (subventions de fonctionnement)

COORDONNÉES : www.emhrf.org/fr/interventions-urgentes www.emhrf.org/fr/intervention-ordinaire grants@emhrf.org Communiqué sur demande (par e-mail)



RAPID RESPONSE FUND (RRF)

ORGANE DE COORDINATION : ENVIRONMENTAL FUNDERS NETWORK (EFN)

PRÉSENTATION : Le Rapid Response Fund a été créé en 2018 afin de soutenir financièrement les groupes qui s'efforcent de saisir des opportunités inattendues ou de faire face à des crises non anticipées susceptibles d'avoir une forte incidence environnementale. Le travail peut être effectué n'importe où dans le monde, mais l'organisation candidate doit être basée au Royaume-Uni (ce qui peut amener des organisations en dehors du pays à travailler avec un partenaire britannique). Le montant maximum qui peut être demandé est de 25 000 £. Les fonds du RRF proviennent d'un groupe de donateurs qui ont accepté de recevoir des candidatures qui ont été examinées et recommandées par un groupe d'évaluateurs. Les donateurs décident ensuite de manière indépendante s'ils souhaitent allouer des fonds.

RÉGION(S) CONCERNÉE(S) :

Monde entier. Le travail peut être effectué n'importe où dans le monde, mais l'organisation candidate doit être basée au Royaume-Uni.



- Organisation d'entités à la base/de communautés
- Création de mouvements
- Pollution (air/terre/eau)
- Manifestations
- Contentieux stratégique
- Militantisme pour la jeunesse

Remarque : les groupes qui demandent un soutien doivent saisir des opportunités inattendues ou réagir à des crises non anticipées susceptibles d'avoir une forte incidence environnementale. Les demandes visant à faire face à des crises de financement spécifiques à l'organisation candidate ne seront pas acceptées.

✓ PRIORITÉS THÉMATIQUES :

- Accès à l'information
- Plaidoyer et lobbying
- Appauvrissement de la biodiversité
- Organisation de campagnes
- Participation citoyenne
- Renforcement de la société civile
- Changement climatique
- Justice en matière d'environnement
- Droits en matière d'environnement
- Liberté de réunion pacifique ou droit de manifester

🎯 GROUPES CIBLES :

- Militants pour la lutte contre le changement climatique
- Défenseurs des droits des peuples indigènes
- Défenseurs des droits des migrants et/ou des réfugiés
- Militants écologistes
- Défenseurs des droits humains dans le domaine de l'environnement
- Groupes à la base travaillant dans des zones rurales et/ou urbaines
- Journalistes, défenseurs de la liberté des médias et autres professionnels des médias
- Défenseurs des droits à la terre
- Groupes dirigés par des jeunes et militants pour la jeunesse

💰 SOUTIEN FINANCIER PROPOSÉ :

- Frais afférents à la procédure d'appel
- Honoraires d'avocat et frais de justice
- Contentieux
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour la représentation en matière civile
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour les procédures non judiciaires
- Recrutement d'experts pertinents >> p.36



>> Rapid Response Fund (RRF) (suite du profil)

SOUTIEN NON FINANCIER PROPOSÉ :

- Aucun

AUTRE SOUTIEN NON RAPIDE PROPOSÉ :

- Aucun

DESTINATAIRES :

- Alliances d'organisations/consortiums
- Réseaux ou mouvements informels
- Organisations enregistrées
- Organisations/groupes non enregistrés

DÉPÔT DE CANDIDATURES :

- Accepte les candidatures de manière continue

TEMPS DE RÉPONSE MOYEN :

Les candidatures sont transmises aux bailleurs de fonds participants dans un délai d'une semaine ouvrable à compter de leur réception, à condition qu'elles soient recommandées par le comité d'examen. Si les bailleurs de fonds décident d'accorder un financement ou un soutien, celui-ci est généralement accordé dans un délai d'un mois à compter de la transmission de la candidature.

COORDONNÉES :www.greenfunders.orgwww.greenfunders.org/rapid-response-fund-application-guidelinesinfo@greenfunders.org



RAPID RESPONSE GRANT (RRG)

ORGANE DE COORDINATION : URGENT ACTION FUND ASIA AND PACIFIC (UAF A&P)

PRÉSENTATION : Le Fonds d'action urgente pour l'Asie et le Pacifique soutient la résilience et la résistance des mouvements dirigés par des femmes et des militants non binaires en Asie et dans le Pacifique, en travaillant avec eux pour créer un environnement sûr dans lequel ils peuvent poursuivre leur travail et s'épanouir. Guidés par des valeurs féministes, les individus, les organisations et leurs communautés reçoivent des subventions d'urgence et un soutien stratégique afin d'améliorer leur sécurité et leur bien-être.

RÉGION(S) CONCERNÉE(S) :

Asie et Pacifique



l'environnement

- Groupes de défense des droits de l'enfant
- Défenseurs des droits à la terre
- Militants pour la communauté LGBTQI+
- Femmes défenseuses des droits humains

Remarque : L'aide proposée concerne toutes les femmes, tous les militants et défenseurs non binaires, y compris les personnes issues de minorités et de groupes marginalisés tels que les travailleurs du sexe, les syndicats, les groupes autochtones et autres.

💰 SOUTIEN FINANCIER PROPOSÉ :

- Frais afférents à la procédure d'appel
- Fonds de caution
- Traitement médical d'urgence
- Honoraires d'avocat et frais de justice
- Contentieux
- Soins médicaux à long terme

- Prise en charge des honoraires d'avocat pour la représentation en matière civile
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour les procédures non judiciaires
- Traitement psychosocial
- Réinstallation
- Repos et récupération
- Équipement sûr
- Transport/évacuation en toute sécurité
- Sécurisation des locaux
- Services d'abonnement (par ex. protection contre les logiciels malveillants et VPN)
- Soutien pour le bien-être

🚫 SOUTIEN NON FINANCIER PROPOSÉ :

- Possibilités de mise en relation et d'apprentissage

🚫 AUTRE SOUTIEN NON RAPIDE PROPOSÉ :

- Aucun

👤 DESTINATAIRES :

- Alliances d'organisations/consortiums
- Particuliers
- Réseaux ou mouvements informels
- Organisations enregistrées
- Organisations/groupes non enregistrés

>> p.38

✅ PRIORITÉS THÉMATIQUES :

- Création de mouvements
- Sécurité et protection
- Soutien des structures de sécurité et de prise en charge pour les femmes, les militants et défenseurs non binaires

🎯 GROUPES CIBLES :

- Défenseurs des droits des peuples autochtones
- Défenseurs des droits des migrants et/ou des réfugiés
- Groupes de défense des personnes en situation de handicap, militants/personnes/défenseurs en situation de handicap
- Défenseurs des droits humains dans le domaine de



>> Rapid Response Grant (RRG) (suite du profil)

? DÉPÔT DE CANDIDATURES :

- Accepte les candidatures de manière continue

🕒 TEMPS DE RÉPONSE MOYEN :

Nous accusons réception de votre candidature dans les 48 heures. Les décisions d'octroi de subventions sont prises en deux semaines.

COORDONNÉES :

 www.uafanp.org  grants@uafanp.org



REPORTERS RESPOND

ORGANE DE COORDINATION : FREE PRESS UNLIMITED (FPU)

PRÉSENTATION : Reporters Respond est un fonds d'urgence qui offre aux journalistes et aux médias en difficulté une aide directe, un soutien juridique et des conseils en matière de sécurité afin qu'ils puissent reprendre leur travail le plus rapidement possible. Ce fonds peut soutenir les journalistes et les organisations de médias du monde entier qui doivent faire face au harcèlement (en ligne), à l'intimidation, aux procédures judiciaires ou à la violence en raison de leur travail.

RÉGION(S) CONCERNÉE(S) :

Monde entier



💰 SOUTIEN FINANCIER PROPOSÉ :

- Frais afférents à la procédure d'appel
- Fonds de caution
- Traitement médical d'urgence
- Amendes (à la suite d'un jugement)
- Honoraires d'avocat et frais de justice
- Contentieux
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour la représentation en matière pénale
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour la représentation en matière civile
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour les procédures non judiciaires
- Traitement psychosocial
- Recrutement d'experts
- Recrutement d'experts pertinents
- Réinstallation

✔ PRIORITÉS THÉMATIQUES :

- Procès stratégiques contre la participation du public (SLAPP) ou « procès-bâillons »
- Contentieux stratégique
- Accès à l'information
- Droits numériques et sécurité
- Liberté d'expression
- Liberté des médias

🎯 GROUPES CIBLES :

- Journalistes, défenseurs de la liberté des médias et autres professionnels des médias

- Équipement sûr
- Transport/évacuation en toute sécurité
- Sécurisation des locaux
- Services d'abonnement (par ex. protection contre les logiciels malveillants et VPN)

👉 SOUTIEN NON FINANCIER PROPOSÉ :

- Activités de plaidoyer auprès des institutions internationales (par ex. les Nations Unies)
- Équipement
- Assistance juridique (par ex. recherches juridiques, avis d'experts et mémoires en qualité d'amicus curiae)
- Évaluation des risques
- Formations

🛡️ AUTRE SOUTIEN NON RAPIDE PROPOSÉ :

- Aucun

👤 DESTINATAIRES :

- Particuliers
- Organisations enregistrées >> p.40



>> Reporters Respond (suite du profil)

? DÉPÔT DE CANDIDATURES :

- Accepte les candidatures de manière continue

🕒 TEMPS DE RÉPONSE MOYEN :

48 à 72 heures en moyenne. En cas d'urgence, l'assistance peut être fournie en moins de 24 heures.

COORDONNÉES :

www.freepressunlimited.org/en

www.freepressunlimited.org/en/projects/reporters-respond-emergency-and-legal-support

reportersrespond@freepressunlimited.org



REPORTERS SANS FRONTIÈRES

ORGANE DE COORDINATION : REPORTERS SANS FRONTIÈRES

PRÉSENTATION : Le centre d'aide de Reporters sans frontières vise à soutenir les journalistes dans des situations d'urgence et de menaces immédiates liées à leur travail d'information partout dans le monde. Il n'a pas pour vocation d'offrir des moyens de subsistance à des journalistes confrontés à des défis humanitaires et économiques à long terme.

RÉGION(S) CONCERNÉE(S) :

Monde entier



- Contentieux
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour la représentation en matière pénale
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour la représentation en matière civile
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour les procédures non judiciaires
- Réinstallation
- Repos et récupération
- Équipement sûr
- Transport/évacuation en toute sécurité
- Sécurisation des locaux
- Services d'abonnement (par ex. protection contre les logiciels malveillants et VPN)
- Soutien pour le bien-être

✓ PRIORITÉS THÉMATIQUES :

- Accès à l'information
- Droits humains
- Liberté des médias

🎯 GROUPES CIBLES :

- Journalistes, défenseurs de la liberté des médias et autres professionnels des médias

💰 SOUTIEN FINANCIER PROPOSÉ :

- Traitement médical d'urgence
- Honoraires d'avocat et frais de justice

👉 SOUTIEN NON FINANCIER PROPOSÉ :

- Activités de plaidoyer auprès des institutions internationales (par ex. les Nations Unies)
- Équipement

☔ AUTRE SOUTIEN NON RAPIDE PROPOSÉ :

- Aucun

👤 DESTINATAIRES :

- Particuliers

❓ DÉPÔT DE CANDIDATURES :

- Accepte les candidatures de manière continue

🕒 TEMPS DE RÉPONSE MOYEN :

Délai d'une semaine ouvrable

COORDONNÉES :

www.rsf.org/fr

www.rsf.org/fr/services-aux-journalistes-et-aux-m%C3%A9dias

Assistance2@rsf.org



RISC (RENFORCER LES INITIATIVES POUR SECOURIR LES DÉFENSEUR·SE·S DES DROITS HUMAINS AU CONGO)

ORGANE DE COORDINATION : AGIR ENSEMBLE POUR LES DROITS HUMAINS

PRÉSENTATION : RISC est un programme de protection des défenseurs des droits humains qui sont en danger et/ou qui ont besoin de récupérer dans l'est de la République démocratique du Congo, notamment au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, au Maniema et en Ituri. Il est géré par un consortium de trois organisations : Agir ensemble pour les droits humains, SOS-Information Juridique Multisectorielle et Synergie Ukingo Wetu.

RÉGION(S) CONCERNÉE(S) :

République démocratique du Congo, en particulier Maniema, Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu



🎯 GROUPES CIBLES :

- Défenseurs des droits humains
- Défenseurs des droits des peuples autochtones
- Journalistes, défenseurs de la liberté des médias et autres professionnels des médias
- Défenseurs des droits à la terre
- Militants pour la communauté LGBTQI+
- Femmes défenseuses des droits humains
- Écrivains et blogueurs

💰 SOUTIEN FINANCIER PROPOSÉ :

- Frais afférents à la procédure d'appel
- Traitement médical d'urgence
- Honoraires d'avocat et frais de justice
- Contentieux
- Prise en charge des honoraires d'avocat pour la

représentation en matière pénale

- Traitement psychosocial
- Repos et récupération
- Réinstallation (uniquement en République démocratique du Congo)

🛡️ SOUTIEN NON FINANCIER PROPOSÉ :

- Procédures d'appels en urgence
- Plaidoyer/campagnes/lobbying au niveau national

☔ AUTRE SOUTIEN NON RAPIDE PROPOSÉ :

- Aucun

👤 DESTINATAIRES :

- Particuliers
- Réseaux ou mouvements informels
- Organisations enregistrées
- Organisations/groupes non enregistrés >> p.43

✅ PRIORITÉS THÉMATIQUES :

- Développement des communautés
- Pratiques démocratiques
- Éducation
- Élection et droits de vote
- Droits en matière d'environnement
- Bonne gouvernance
- Droits humains
- Droits des peuples autochtones
- Droits de la communauté LGBTQI+
- Droits des femmes



>> RISC (Renforcer les initiatives pour secourir les défenseur-se-s des droits humains au Congo) (suite du profil)

🔗 DÉPÔT DE CANDIDATURES :

- Accepte les candidatures de manière continue (par l'intermédiaire de SOS-Information Juridique Multisectorielle et Synergie Ukingo Wetu)

COORDONNÉES :



www.agir-ensemble-droits-humains.org/fr/home



www.agir-ensemble-droits-humains.org/fr/nos-projets/risc



urgence@aedh.org



RORY PECK ASSISTANCE FUNDS

ORGANE DE COORDINATION : RORY PECK TRUST

PRÉSENTATION : Le Rory Peck Assistance Funds accorde des aides financières aux journalistes indépendants pour couvrir les frais de formation sur les environnements hostiles et les premiers soins (*Hostile Environment and First Aid Training, HEFAT*), de thérapie traumatique, d'équipement de protection individuelle (EPI), de soins médicaux ou de remplacement d'équipement, lorsque ces frais sont engagés dans le cadre de leur activité journalistique.

RÉGION(S) CONCERNÉE(S) :

Monde entier



💰 SOUTIEN FINANCIER PROPOSÉ :

- Traitement médical d'urgence
- Honoraires d'avocat et frais de justice
- Moyens de subsistance
- Traitement psychosocial
- Réinstallation
- Équipement sûr
- Transport/évacuation en toute sécurité
- Soutien pour le bien-être

✓ PRIORITÉS THÉMATIQUES :

- Accès à l'information
- Liberté d'expression
- Liberté des médias

🎯 GROUPES CIBLES :

- Journalistes, défenseurs de la liberté des médias et autres professionnels des médias

👉 SOUTIEN NON FINANCIER PROPOSÉ :

- Évaluation des risques
- Formations

👉 AUTRE SOUTIEN NON RAPIDE PROPOSÉ :

- Aucun

👤 DESTINATAIRES :

- Particuliers

❓ DÉPÔT DE CANDIDATURES :

- Accepte les candidatures de manière continue
- Sur recommandation

🕒 TEMPS DE RÉPONSE MOYEN :

2 semaines

COORDONNÉES :



www.rorypecktrust.org/fr



info@rorypecktrust.org



+44/203-219-7860



SUBVENTIONS POUR UNE PROTECTION D'URGENCE

ORGANE DE COORDINATION : FRONT LINE DEFENDERS

PRÉSENTATION : Les Subventions pour une protection d'urgence peuvent financer des mesures visant à améliorer la sécurité et la protection des défenseurs des droits humains et de leurs organisations. Ces mesures permettent notamment :

- d'améliorer la sécurité physique, numérique et en matière de communications ;
- de prendre en charge les honoraires d'avocat pour les défenseurs des droits humains qui font l'objet d'un harcèlement judiciaire ;
- de prendre en charge les frais médicaux pour les défenseurs des droits humains qui ont été agressés ou qui ont eu un problème de santé en raison de leurs activités pacifiques ;
- d'octroyer une aide familiale aux défenseurs des droits humains emprisonnés.

RÉGION(S) CONCERNÉE(S) :

Monde entier



🎯 GROUPES CIBLES :

- Défenseurs des droits des peuples autochtones
- Défenseurs des droits des migrants et/ou des réfugiés
- Groupes de défense des personnes en situation de handicap, militants/personnes/défenseurs en situation de handicap
- Défenseurs des droits humains dans le domaine de l'environnement
- Groupes de défense des droits de l'enfant
- Défenseurs des droits humains
- Défenseurs des droits à la terre
- Militants pour la cause LGBTQI+
- Femmes défenseuses des droits humains

✔️ PRIORITÉS THÉMATIQUES :

- Droits numériques et sécurité
- Droits en matière d'environnement
- Liberté d'association
- Liberté d'expression
- Liberté de réunion pacifique ou droit de manifester
- Droits des peuples autochtones
- Droits de la communauté LGBTQI+
- Sécurité et protection
- Droits des femmes
- Militantisme pour la jeunesse

💰 SOUTIEN FINANCIER PROPOSÉ :

- Traitement médical d'urgence
- Honoraires d'avocat et frais de justice
- Traitement psychosocial
- Réinstallation
- Repos et récupération (dans le cadre d'un autre programme)
- Équipement sûr
- Transport/évacuation en toute sécurité
- Sécurisation des locaux
- Soutien pour le bien-être

Remarque : les subventions pour une protection d'urgence s'élèvent à 7 500 € maximum.

👉 SOUTIEN NON FINANCIER PROPOSÉ :

- Activités de plaidoyer auprès des institutions internationales (par ex. les Nations Unies)
- Procédures d'appels en urgence
- Plaidoyer/campagnes/lobbying au niveau national
- Évaluation des besoins
- Formations sur mesure
- Formations

🕒 AUTRE SOUTIEN NON RAPIDE PROPOSÉ :

- Récompenses >> p.46



>> Subventions pour une protection d'urgence (suite du profil)

DESTINATAIRES :

- Particuliers
- Réseaux ou mouvements informels
- Organisations enregistrées
- Organisations/groupes non enregistrés

DÉPÔT DE CANDIDATURES :

- Accepte les candidatures de manière continue

TEMPS DE RÉPONSE MOYEN :

Non indiqué

COORDONNÉES : www.frontlinedefenders.org/fr www.frontlinedefenders.org/fr/programme/protection-grants



URGENT ACTION FUND – AFRICA

ORGANE DE COORDINATION : URGENT ACTION FUND – AFRICA

PRÉSENTATION : Urgent Action Fund-Africa (UAF-Africa) est un fonds féministe panafricain enregistré et basé à Nairobi, au Kenya. Le Fonds fonctionne à la manière d'une organisation virtuelle et a une présence stratégique dans les cinq sous-régions d'Afrique, à savoir en **Afrique de l'Est** (Nairobi, Kenya ; Kampala, Ouganda ; Addis Abeba, Éthiopie) ; en **Afrique du Nord** (Le Caire, Égypte) ; en **Afrique centrale** (Bujumbura, Burundi ; Yaoundé, Cameroun) ; en **Afrique australe** (Harare, Zimbabwe) ; et en **Afrique de l'Ouest** (Abuja, Nigeria ; Dakar, Sénégal). Consciente de l'importance de déplacer rapidement les ressources sur un continent dans lequel les opportunités et les menaces apparaissent et disparaissent, voire diminuent rapidement, UAF-Africa s'est imposé comme la base d'un mécanisme d'octroi rapide de subventions.

Remarque : UAF-Africa axe son soutien sur les womn (« femmes »). En utilisant le terme womn, nous voulons remettre en question et changer la conception classique de ce qu'est et peut être une womn, ainsi que les liens entre les femmes et le système patriarcal dans lequel elles sont de facto soumises aux hommes ou à une sous-catégorie d'hommes. Pour nous, le terme womn inclut les femmes lesbiennes, bisexuelles et trans. En outre, les womn incluent également celles qui sont non binaires et qui ne s'identifient à aucun des deux sexes.

RÉGION(S) CONCERNÉE(S) :

Afrique



- Droits à la terre
- Droits de la communauté LGBTQI+
- Création de mouvements
- Droits des personnes en situation de handicap
- Sécurité et protection
- Droits en matière de sexualité et de procréation
- Droits des femmes

🎯 GROUPES CIBLES :

- Militants ou groupes de défense des droits en matière de sexualité et de procréation
- Militants pour le changement climatique
- Groupes à la base travaillant dans des zones rurales et/ou urbaines
- Travailleurs du sexe
- Femmes défenseuses des droits humains

✔️ PRIORITÉS THÉMATIQUES :

- Plaidoyer et lobbying
- Artivisme ou art militant
- Participation civique
- Renforcement de la société civile
- Changement climatique
- Droits numériques et sécurité
- Justice économique
- Justice en matière d'environnement
- Liberté de réunion pacifique ou droit de manifester
- Violence fondée sur le genre
- Organisation d'entités à la base/de communautés
- Droits des travailleurs

💰 SOUTIEN FINANCIER PROPOSÉ :

- Soins médicaux d'urgence
- Honoraires d'avocat et frais de justice
- Réinstallation
- Repos et récupération
- Équipement sûr
- Transport/évacuation en toute sécurité
- Sécurisation des locaux
- Soutien pour le bien-être

>> p.43



>> Urgent Action Fund – Africa (suite du profil)

SOUTIEN NON FINANCIER PROPOSÉ :

- Activités de plaidoyer auprès des institutions internationales (par ex. les Nations Unies)
- Possibilités de mise en relation et d'apprentissage

AUTRE SOUTIEN NON RAPIDE PROPOSÉ :

- Aucun

DESTINATAIRES :

- Alliances d'organisations/consortiums
- Réseaux ou mouvements informels
- Organisations enregistrées
- Organisations/groupes non enregistrés

DÉPÔT DE CANDIDATURES :

- Accepte les candidatures de manière continue
- Des appels spéciaux sont ouverts de temps

à autre, en fonction des besoins et de la disponibilité des fonds.

TEMPS DE RÉPONSE MOYEN :

Nous accusons réception des demandes de soutien dans les 24 heures suivant leur réception, et les fonds sont transférés aux bénéficiaires de subventions dans les 72 heures suivant les vérifications préalables requises.

COORDONNÉES :www.uaf-africa.orgproposal@uaf-africa.org

+254/20-2301-740



AUTRES RÉPERTOIRES DE DONATEURS À CAPACITÉ D'INTERVENTION RAPIDE OU DE POSSIBILITÉS D'AIDE RAPIDE

Article 19: liste d'initiatives pour la sécurité des journalistes en Europe (en anglais) : www.article19.org/wp-content/uploads/2022/05/A19_MFRR-Directory-SoJ-Europe_FINAL_26-May.pdf

Environmental Defender Law Center: répertoire de ressources pour les défenseurs de l'environnement (en anglais et en espagnol) : www.edlc.org/our-work/providing-resources/resource-directory

Frontline Defenders: liste d'organismes de financement pour les défenseurs des droits humains (en anglais) : www.frontlinedefenders.org/en/resource-publication/other-funding-organisations

Shelter City: liste de ressources pour les défenseurs des droits humains, y compris des contacts clés, des informations, des possibilités de financements et des tutoriels (en anglais) : www.sheltercity.org/resources